

Les objectifs en matière d'eau et l'assainissement seront atteints en 2200

Dossier de la rédaction de H2o
May 2010

En 2000, le monde a fait la promesse que la moitié des 2,6 milliards de personnes sans eau potable ni installations d'assainissement de base y auraient accès d'ici 2015, mais les pays pauvres auront besoin de 18,4 milliards de dollars supplémentaires par an pour atteindre cet Objectif du millénaire pour le développement - OMD, qui, à ce rythme ne sera réalisable qu'en 2200. En 1997, 8 % de l'aide au développement étaient affectés à l'eau et l'assainissement ; en 2008, cette part est passée à 5 % seulement - soit moins que les aides dédiées à la santé, l'éducation, les transports, l'énergie et l'agriculture, d'après le rapport GLAAS, l'évaluation annuelle sur l'assainissement et l'eau potable dans le monde, Global Annual Assessment of Sanitation and Drinking-Water, publié par le Fonds des Nations unies pour l'enfance - UNICEF, et l'Organisation mondiale de la santé - OMS. Le Département britannique pour le développement international a affecté seulement 2,7 % de ses financements à ce secteur en 2008-2009. De plus, l'essentiel de cette aide mondiale a été accordé à des pays à revenu intermédiaire, les pays à faible revenu n'en recevant que 42 %, d'après l'ONG WaterAid. "La lenteur des progrès réalisés par les donateurs à l'échelle mondiale freine les progrès sur tous les Objectifs du millénaire pour le développement, y compris [ceux concernant] la mortalité infantile et la scolarisation des filles au niveau de l'école primaire", explique Henry Northover, responsable des politiques de WaterAid. "L'assainissement est l'intervention de développement qui produit le plus de résultats en termes de santé publique, mais vous auriez du mal à trouver un seul donateur qui donne la priorité à l'assainissement dans les pays à faible revenu". Dans le cadre d'évaluations de la pauvreté, on observe que les populations pauvres de Zambie, d'Ouganda, du Nigeria et du Cameroun classent généralement l'eau potable en première position de leurs priorités. "Nous pensons que si les pauvres ne sont pas entendus lorsqu'ils classent systématiquement l'eau en première position, c'est en partie parce que c'est pour les femmes que le fardeau [d'aller chercher de l'eau chaque jour] est de loin le plus lourd, et que, souvent, la voix [des femmes] est peu entendue", note M. Northover.

Le 22 avril, des ministres et décideurs politiques de 30 pays ont participé à la première "réunion de haut niveau" sur l'eau et l'assainissement à Washington, aux États-Unis, où ils ont discuté de l'action politique et financière nécessaire pour accélérer l'accès à l'eau et l'assainissement. Des ONG ont à cette occasion appelé les gouvernements à inverser la répartition des aides dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de façon à ce que 70 % de l'effort soient affectés aux pays à faible revenu, et à participer à l'initiative "Assainissement et eau pour tous" lancée le 23 avril par des gouvernements, des banques multilatérales, des agences des Nations unies et des ONG travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, dans le but d'améliorer les performances insuffisantes du secteur.

Le manque d'engagement des bailleurs est "symptomatique d'un problème plus vaste du système de l'aide humanitaire", estime cependant M. Northover. "[Il existe une tendance] importante chez les bailleurs, qui consiste à financer en masse [la lutte contre] les maladies ou des

secteurs du développement qui sont déterminés par leurs propres préférences plutôt que par des preuves, ou par ce que disent les pauvres". Si les pays à revenu intermédiaire reçoivent la plus grande partie de l'aide, c'est sans doute aussi parce qu'ils ont une plus grande capacité à l'absorber, fait remarquer l'expert. Les gouvernements des pays en développement ne donnent pas souvent la priorité à l'eau et à l'assainissement, cela d'ailleurs parce que qu'ils alignent leurs priorités sur ce qu'ils pensent être les priorités des donateurs. Cependant, les bailleurs seraient aujourd'hui en train de changer d'approche, et l'aide affectée au secteur serait en hausse.

IRIN - 22-04 2010